Communiqué de presse conjoint

CGAD

La Confédération Générale de l'Alimentation en Détail Ile-de-France

GHR

Groupement des Hôtelleries et Restauration Paris Ile-de-France

SNEG&Co

Syndicat des lieux festifs et de la diversité

UMIH

Union des métiers et des industries de l'hôtellerie

31 mars 2025

Monsieur Lombard : que fait la commission d'indemnisation ?

Il s'agit d'un constat en décalage avec le succès indéniable des Jeux de Paris, mais il faut avoir le courage de l'affronter : les JO ont été une catastrophe pour les restaurateurs, bistrot, cafés et plus généralement les commerces parisiens. Les chiffres d'affaires se sont effondrés, mettant de nombreux professionnels dans une situation précaire.

Une commission d'indemnisation pour les acteurs économiques impactés par les JO a été créée en juin 2024, par le Premier ministre en poste, Gabriel Attal. Aujourd'hui, cette commission ne fait rien, peut-être parce qu'elle n'existe tout simplement pas. Les pouvoirs publics, et notamment le ministère de l'Économie, doivent nous rendre des comptes.

Aussi, nous proposons que l'excédent budgétaire - de 26,8 millions d'euros - dégagé par le comité d'organisation des Jeux de Paris 2024 soit en partie utilisé pour indemniser les acteurs économiques impactés par les JO.

Dans un esprit d'équité et de solidarité, nous estimons légitime qu'une partie de cette somme soit allouée aux restaurateurs, bistrotiers, cafés et commerçants ainsi qu'aux exploitants de bars et clubs parisiens que nous représentons. Certains de ces acteurs ont été lésés par l'organisation des Jeux alors qu'ils incarnent l'art-de-vivre à la française et la richesse de notre patrimoine culturel et gastronomique.

Nous sommes à la disposition de la commission pour évoquer ce sujet et par la même occasion avoir une preuve de son existence.